

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 58 (1913)
Heft: 12

Artikel: Les services de l'arrière à la Grande Armée en 1806-07 [fin]
Autor: Chavannes, R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-339503>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les services de l'arrière à la Grande Armée.

en 1806-07.

(FIN)

VIII. Prolongation de la ligne de communications et mesures prises après Iéna.

Quand il devint nécessaire de prolonger la ligne de communications au delà de Bamberg, l'empereur ne put hésiter un instant entre les directions de Saalfeld, de Schleiz et de Hof, que suivaient les trois grandes colonnes de l'armée; la *route du centre s'imposait*. Celle de gauche était trop près des gros ennemis; celle de droite longeait bien un obstacle naturel, mais c'était une chaîne de montagnes traversée de bonnes routes et derrière laquelle se rassemblaient 50 000 Autrichiens; *la ligne d'opérations devait forcément être établie « sur le milieu de la ligne de marche de l'armée »*. La route de Schleiz offrait de plus un point d'appui solide et qui avait été bien organisé, la place de *Kronach*.

Napoléon y arriva le 8 octobre; pendant la semaine qui s'écoula avant la bataille d'Iéna les convois de toutes sortes passèrent par Kronach; des relais de voitures furent installés à Lobenstein, Schleiz, Auma. Les corps d'armée qui s'avancèrent à droite et surtout à gauche de cette route principale, furent cependant réduits, selon l'habitude, en grande partie aux ressources du pays; Lannes, qui a l'ordre de faire vivre ses troupes sur le pays de Coburg, rend compte que les chemins sont affreux et que la région n'offre aucune ressource.

Dès le lendemain de la victoire d'Iéna (14 octobre), les prises se succédèrent rapidement; à Weimar, Naumburg, Buttstedt on saisit des équipages, caissons, farines, avoines, fourrages, etc.

Mais c'était surtout *la place d'Erfurt* qu'il tardait à Napoléon d'enlever de suite, car elle barrait la grande route de Francfort et renfermait des ressources considérables. Elle se

rendit dès le 16 octobre au matin à la cavalerie de Murat, renforcée de quelque infanterie de Ney.

C'était une acquisition précieuse pour le vainqueur, que cette place fortifiée et approvisionnée. On y trouva entre autres beaucoup de farine, de fourrage et d'avoine. La place renfermait une boulangerie de six fours qui, avec les fours bourgeois, pouvait cuire 25 000 rations de pain par jour.

Le soir même de la capitulation, Napoléon nomme le général Clarke gouverneur du pays d'Erfurt et donne au sujet du nouveau point d'appui une série d'ordres qui reproduisent presque textuellement ceux qu'il a donnés vingt jours auparavant pour Würzburg et Forchheim.

Les troupes d'artillerie de Würzburg seront appelées à Erfurt ; on y réunira l'artillerie prise à l'ennemi ; on y fera converger les prisonniers, qui de là seront dirigés en arrière ; l'intendant général y fera refluer tous les magasins ; on y installera un bureau d'état-major, etc. Vers le 20 octobre, la place d'Erfurt était déjà en état.

Cependant *le manque de troupes d'étapes* se fit immédiatement sentir, car il s'agissait d'escorter les prisonniers, de tenir tête aux partisans et soldats ennemis organisés en bandes, de maintenir les populations dans l'obéissance.

Ainsi, le 17 octobre, une colonne de 5000 prisonniers prussiens, escortée par trois compagnies de voltigeurs et un piquet de hussards, ayant quitté Gotha pour Eisenach, fut assaillie à la traversée d'un bois par des hussards prussiens et des partisans, qui dispersèrent l'escorte et délivrèrent leurs compatriotes.

De sorte que Napoléon, malgré son désir de ne pas laisser de troupes actives en arrière, dut détacher les 13^e, 14^e, 28^e et 85^e régiments de ligne et trois régiments de dragons.

Mais la victoire du 14 octobre a dû contraindre les troupes ennemies qui avaient pénétré en Hesse à une retraite précipitée ; Mortier, commandant le 8^e corps, organisé pendant les événements précédents et resté en réserve en Mayence, puis à Francfort, ayant ainsi remplacé le 7^e corps, reçoit l'ordre d'occuper Fulda. Comme conséquence, *la ligne de communications par Bamberg*, longue et accidentée, *sera reployée et une autre établie par Mayence, Fulda et Erfurt* ; les points d'appui et relais qui ont été établis sur l'ancienne ligne seront maintenus jusqu'au complet écoulement de tout ce qui a dépassé Franc-

fort, mais de Mayence et de Francfort, le personnel et les convois seront désormais dirigés sur Fulda. La notification de la nouvelle route parut à l'ordre de l'armée le 18 octobre.

Il est impossible de montrer plus de méthode dans l'organisation des lignes de communications.

IX. Notes sur le matériel et sur différents services.

ARTILLERIE.

L'artillerie comprenait le matériel suivant :

- des pièces de campagne de 3, 4 et 8 livres,
- » » de position de 12 livres,
- » » de siège et de place de 16 et de 24 livres,
- des obusiers de 6 et de 8 pouces,
- des pièces de campagne de 6, modèle Marmont.

Le général de division *Songis* commandait l'artillerie de la Grande Armée ; il se plaint de la diversité de ces calibres, qui complique les réapprovisionnements ; on peut encore y ajouter les prises faites à l'ennemi.

On avait dû renoncer à un projet de réforme du matériel d'artillerie préconisé par Marmont, bien qu'il présentât des avantages considérables, à cause du temps et des sommes considérables qu'il exigeait.

Etat du matériel en juillet 1806 :

103	canons de	8	livres,
46	»	»	12 »
61	»	»	6 »
33	»	»	4 »
12	»	»	3 »
58 obusiers de 6 et de 8 pouces.			
<hr/>			
313 pièces.			

Le *parc de corps d'armée* comprenait des caissons d'artillerie, des caissons d'infanterie, des caissons de parc, des forges et des affûts de rechange, quelquefois des pièces de réserve.

Le *parc général* ou *grand parc de l'armée* comprenait un approvisionnement d'arsenal déposé dans les places de la ligne d'étapes et un parc mobile sur roues, qui était suivi par un équipage de ponts. En octobre 1806, le parc général comptait

4970 hommes et 2431 chevaux, artilleurs à pied et à cheval, ouvriers d'artillerie et soldats du train.

L'approvisionnement total, en munitions d'artillerie, réparti entre les caissons de première ligne, les parcs de corps d'armée et le parc général s'élevait en moyenne à 475 coups par pièce, lors du départ de l'armée pour la Saxe.

Au début de la campagne, l'approvisionnement du parc général était de 18 113 000 cartouches d'infanterie, soit environ 140 par homme, auxquelles il faut ajouter 60 cartouches par homme, tant dans les gibernes que dans les parcs de corps, soit au total 200 cartouches environ par homme. — Ces approvisionnements furent non seulement presque toujours maintenus pendant la campagne, mais dès les premiers mois de 1807, portés à 540 coups par pièce ; car l'artillerie pouvait à cette époque utiliser la plus grande partie du matériel pris à l'ennemi.

Le parc mobile portait 9 à 10 cartouches par homme et 15 coups par pièce.

Pendant les journées qui précédèrent la bataille d'Iéna, il suivit le grand quartier impérial à une ou deux journées en arrière. La veille de la bataille il était à vingt-cinq kilomètres de la queue des armes combattantes et le soir du 14 octobre il poussa jusqu'à quinze kilomètres du théâtre de la lutte.

SERVICE DE SANTÉ.

Le service de santé ne tenait pas une aussi grande place qu'aujourd'hui dans l'organisation des armées et jamais la position du personnel médical ne fut moins enviable que pendant les guerres de l'empire ; de leur côté les malades et les blessés n'ont certes pas eu à se louer de la situation inférieure faite aux médecins et chirurgiens.

La *Convention* avait assimilé les officiers de santé aux officiers sans troupe et leur accorda les indemnités dues à tous les cadres combattants. Mais ces mesures tombèrent peu à peu en désuétude et un arrêté autorisa le ministre à licencier médecins et chirurgiens sans traitement de réforme ; les officiers de santé ne sont plus que des employés que l'on embauche et que l'on renvoie, comme des manœuvres sur un chantier, au début et à la fin de la campagne.

Ceci eut des conséquences déplorables pour le recrutement

des officiers de santé ; Percy parle des chirurgiens de pacotille.

Les règlements étaient bien faits et complets et théoriquement rien n'était ignoré de ce qui eût dû procurer aux troupes des soins aussi parfaits que le permettait alors l'état de la science.

L'administration des hôpitaux était confié à une *Régie*.

Malheureusement, le fonctionnement de ce service fut déplorable ; le matériel sanitaire et les moyens de transport furent toujours insuffisants ; tous les écrivains contemporains représentent les administrateurs des hôpitaux comme des aventuriers venus à l'armée pour faire leur fortune aux dépens des malades. Les médecins de la Grande Armée ont beaucoup écrit ; qu'ils s'appellent Percy, Larrey, Biron, Coste, leurs mémoires ne sont qu'un cri d'indignation contre l'incurie et l'improbité des hospitaliers. Napoléon après Eylau se serait écrié, en constatant l'absence d'infirmiers et de matériel d'ambulance : « Quelle barbarie ! »

L'empereur redoutait de voir l'écho de ces pratiques inhumaines se répandre en France, où la conscription en eut été rendue encore plus impopulaire. Aussi ne fait-il pas évacuer les blessés au delà du Rhin ; mais il les fait hospitaliser sur place et même *évacuer vers l'avant* ; c'est ainsi que les blessés de Iéna et Saalfeld furent dirigés sur Erfurt, Leipzig et même Spandau.

POSTE.

Le service de la poste aux armées n'a été organisé d'une manière définitive que par le règlement du 31 août 1809 ; jusque-là il est embryonnaire et en 1806-1807 dans le plus grand désordre.

Au commencement de la campagne il ne comptait que 225 employés et postillons ; avec ces moyens rudimentaires il fallait assurer tant bien que mal la correspondance de 225 000 hommes, qui en décembre stationnaient à quatre cents lieues de leur foyer.

Une autre cause encore contribuait à rendre la remise des lettres aléatoire, c'était l'institution du « Cabinet noir ».

Il est intéressant de noter que notre poste de campagne dispose actuellement de 172 officiers et secrétaires et de 612 chargeurs et ordonnances, soit un total de 784 hommes.

SERVICE DE L'HABILLEMENT.

Les troupes sont mal habillées et mal chaussées. Quelques jours après Iéna, Napoléon songe à vêtir son armée aux dépens des pays conquis. Toutes les villes sont mises à contribution pour livrer drap, toile, souliers ; mais on a contre soi la grandeur des besoins, la plaie des distances, les mauvaises communications, la saison et la mallecture provenant de la précipitation avec laquelle les effets sont confectionnés.

SERVICE DES ÉQUIPAGES.

Le service des équipages était confié jusqu'en mars 1807 à l'entreprise *Breidt*, qui fournissait et possédait les chevaux, tandis que les harnais et voitures appartenaient à l'Etat.

Ce ne fut qu'en mars 1807 que Napoléon créa 8 bataillons du train des équipages militaires, qui remplaceront désormais les entreprises chargées d'assurer les transports.

Daru écrivait en effet : « Le service des équipages ne peut se soutenir en entreprise à une armée aussi forte que la Grande Armée. Il n'existe pas de fortunes particulières assez considérables pour soutenir les chances désastreuses d'une guerre. »

Si Napoléon n'avait pas reculé au début de la campagne devant les frais et s'il s'était mieux rendu compte des difficultés des transports, il aurait sans doute renoncé plus tôt au système des entreprises.

SERVICE DES SUBSISTANCES.

La comptabilité, la gestion et la manutention des denrées étaient confiées au personnel civil des trois régies :

1. *Régie des vivres-pain* (pain, eau-de-vie, légumes et sel) ; elle avait à sa tête, au quartier général du corps d'armée, un directeur principal et à chaque division un inspecteur ;
2. *Régie des vivres-viande* ;
3. *Régie des fourrages* (qui fournissait aussi le bois de chauffage et l'éclairage dans les places) ; ces deux dernières régies étaient organisées comme celle des vivres-pain.

Si nous ajoutons encore la *régie des hôpitaux* et l'entreprise des transports *Breidt*, nous aurons donc quatre régies générales

et une entreprise pour assurer la plus grande partie des services de l'arrière; c'étaient des régies intéressées. Les régisseurs, intéressés dans leur gestion, administraient au compte du gouvernement, au moyen d'un personnel payé par l'Etat.

X. Résumé.

Les corps d'armée et les divisions de la Grande Armée ont constitué d'excellents instruments de guerre, dont la qualité militaire n'a jamais été dépassée. Leur grande force était dans la science et le génie prodigieux de leur chef, dans l'expérience du commandement et des campagnes et dans l'esprit du soldat (amour de la gloire, dévouement fanatique à l'empereur).

Au contraire, il semble que l'organisation matérielle des unités d'armée (insuffisance de tous les services d'arrière) n'ait pas tenu dans le résultat de la campagne une place comparable à celle qui lui revient, par exemple, dans les succès des Allemands en 1870. A ces imperfections, la bataille était le grand remède, l'armée avait conscience de sa force et de l'immense supériorité de son chef.

Cependant la méthode suivie et les principes posés par Napoléon pour l'organisation de la ligne de communications étaient exacts et doivent encore maintenant retenir notre attention et appeler notre étude; si les résultats n'ont pas répondu entièrement à l'attente de l'empereur, c'est-à-dire si les troupes ont eu de très grandes privations à supporter, cela tient aux difficultés matérielles à peu près impossibles à surmonter à cette époque.

Principalement la pénurie des moyens de transports, ceux-ci devant s'effectuer par charrois ou par de rares voies d'eau et cela à des distances considérables et quelles que fussent les circonstances atmosphériques; puis le manque d'une industrie puissamment outillée et permettant de fournir tout ce dont une armée a besoin. L'empereur était donc conduit à utiliser autant que possible les ressources locales; les effectifs relativement faibles de ses armées, l'endurance de ses troupes et de la population en général, moins habituées au confort que de nos jours, les idées humanitaires moins développées et l'instruction moins répandue, permettaient de diminuer les transports et de réduire

certain d'entre eux, tels que l'évacuation des blessés et des malades et la poste, au strict minimum.

De là l'organisation des lignes d'étapes, formant un chapelet de points d'appui, postes de secours pour des convois circulant à intervalles irréguliers, pouvant être interceptées sans grands inconvénients par des partis ennemis incapables de s'emparer des points d'appui et d'opérer une destruction sérieuse de la ligne de communications.

De nos jours le problème des communications se pose quelque peu différemment; la grandeur des effectifs, la complication des engins employés, les exigences de toute nature des troupes, rendent l'utilisation des ressources locales plus difficile et obligent d'avoir sur une plus grande échelle recours aux ressources tirées de l'arrière.

D'un autre côté l'immense perfectionnement apporté aux moyens de renseignements et de transports par le télégraphe, le téléphone, les chemins de fer et l'automobilisme, puis une grande industrie, facilitent la tâche des services de l'arrière.

La grande difficulté ne gît plus dans la masse des quantités à transporter, mais bien dans la continuité des transports et dans la grande faiblesse d'une ligne d'étapes par chemin de fer vis-à-vis des entreprises de l'ennemi.

De ces faits résulte une nouvelle organisation des lignes d'étapes; d'un côté, nous avons la faculté d'installer plus en arrière nos magasins et nos dépôts, puisque les chemins de fer nous permettent d'avancer rapidement et journallement les différents ravitaillements; mais d'un autre côté, nous devons protéger la ligne sur toute sa longueur, car la destruction d'un ouvrage d'art pourrait avoir des conséquences incalculables, et consacrer à cette tâche des effectifs plus considérables qu'au début du siècle passé.

Colonel R. CHAVANNES.

